

Nous admirerons d'autant plus le grand talent et l'énorme travail de Muret, si nous nous plaçons dans le milieu où il vivait. L'économie politique et la statistique étaient encore dans l'enfance. Tout était à créer: les moyens d'information, la méthode, les théories.

N'oublions pas non plus que Muret travaillait seul, isolé dans sa cure de Vevey, loin du grand courant scientifique. Il n'avait guère de journaux pour se renseigner, et les rares ouvrages sur la matière devaient lui parvenir avec quelques difficultés. Le seul moyen pour lui de conserver le contact était sa correspondance avec la Société économique de Berne et avec les savants ses contemporains.

Rappelons, enfin, que bien loin d'être favorisées par l'autorité, ses recherches étaient vues d'un mauvais œil par le gouvernement de Berne.

Et pourtant, dans des circonstances aussi défavorables, Muret a abordé et élucidé à sa façon les questions relatives aux capitaux personnels; il a indiqué les moyens propres à l'augmenter. Il a abordé la question agraire, les problèmes relatifs au prix du blé et du pain, les moyens propres à encourager la culture des céréales.

Aujourd'hui, la plupart des idées mises en avant par Muret ont été largement réalisées. L'Etat, qui comprend mieux sa mission, fait tout pour encourager l'agriculture. Les primes que Muret proposait sont décernées largement, quoique sur un mode différent, et payées, non point à l'aide de loteries, mais avec les deniers publics. Pour éclairer le paysan, l'enseignement agricole, les conférences, les écrits de vulgarisation se sont abondamment multipliés. C'est par douzaines que l'on compte les catéchismes agricoles et les almanachs populaires. Il y a partout des stations d'essais et des dépôts où le laboureur peut se procurer les meilleures graines, les meilleures espèces de plantes. Les établissements de crédit agricole ne sont plus une utopie. L'unification des poids et mesures, qu'il réclamait avec tant d'insistance, est un fait accompli. L'agriculture s'est perfectionnée au delà de ce qu'il rêvait, et de nouvelles cultures ont été introduites dans le pays. L'émigration militaire a pris fin et, avec elle, les maux qu'elle entraînait fatalement. Quant à l'émigration commerciale, elle n'est plus préjudiciable au pays. Toutes ces réformes accomplies, sans parler de la transformation politique à laquelle il ne pouvait songer, il n'est plus besoin aujourd'hui de proposer des primes aux pères des plus nombreuses familles: l'accroissement de la population suit sa marche normale en rapport avec les ressources matérielles du pays. Tout cela, le pasteur de Vevey l'avait pressenti, l'avait prévu, l'avait demandé dans les limites des conceptions de

l'époque. Il l'exprima dans la mesure de ses connaissances, avec une précision, une netteté et surtout un patriotisme remarquables. Muret fut un précurseur, un savant et, par-dessus tout, un patriote, un homme de bien. (Voir aussi annexe n° 7, page 116.)

On aborde ensuite le 2^{me} objet à l'ordre du jour:

L'assurance du bétail.

Rapport présenté par MM. *Gross*, major, vétérinaire cantonal et *Borgeaud*, médecin-vétérinaire, directeur des abattoirs de Lausanne. (Annexe n° 1, page 56.)

Rapport présenté par M. *Hess*, professeur à l'école de médecine-vétérinaire, de Berne. (Annexe n° 2, page 65.)

Rapport présenté par M. le professeur *Anderegg*, à Berne. (Annexe n° 3, page 86.)

M. le directeur **Borgeaud** a la parole: Chargé d'introduire la discussion sur la question de l'assurance, je serai très bref, car notre intention aujourd'hui est surtout d'écouter les conseils que la pratique a pu suggérer à ceux qui ont déjà fait des expériences sur ce terrain et qui habitent un canton où l'assurance du bétail fonctionne déjà. Ils pourront le mieux nous renseigner sur les points faibles de l'assurance et sur le meilleur mode d'organisation de celle-ci. Le mouvement qui porte les agriculteurs à solidariser leurs intérêts, à s'organiser pour les défendre devait s'étendre aux moyens les plus propices à se garantir contre les sinistres qui frappent leurs étables. La population bovine a doublé depuis le commencement du siècle dans le canton de Vaud et non seulement son nombre a doublé, mais la valeur par tête a augmenté; la valeur du capital bétail est donc considérable, mais c'est un avoir mal assuré par suite des sinistres qui peuvent l'anéantir. Il faut remarquer que, même si l'on peut utiliser la viande et les dépouilles, il y a perte; la valeur viande est souvent bien inférieure à la valeur marchande, soit comme bétail d'élevage ou comme bétail de rente. Il faut chercher à parer à ces dommages, et cette question est si pressante qu'elle est à l'étude non seulement en Suisse, mais dans tous les pays qui nous entourent. En France, par exemple, il s'est créé nombre d'associations locales basées sur la mutualité. Un projet d'organisation de caisses départementales a échoué; on paraît être convaincu en France que, pour que l'assurance bétail réussisse, elle doit s'organiser par petites sociétés locales, car dans celles-ci les associés se connaissent, se surveillent et savent empêcher les fraudes dont ils seraient les premiers à être victimes par une majoration de

leur cotisation. Dans certains départements, la Sarthe par exemple, les sociétés locales se sont déjà groupées pour la réassurance. Ce qui s'est passé en Belgique mérite quelque attention. Le gouvernement serait tenté de créer des caisses provinciales alimentées par des cotisations obligatoires (on peut comparer une province belge à un de nos cantons). — L'expérience d'assurance administrative a été particulièrement intéressante à Liège. — Des abus de diverse nature se sont produits chez les assurés qui, de leur côté, se plaignaient des lenteurs administratives dans le règlement des sinistres. Après deux années de pratique, l'assurance centralisée qui n'avait contenté personne a été dissoute et il s'est créé à la place quantité de petites sociétés locales qui marchent bien, paraît-il. Il existait à la fin de 1896, 353 de ces associations locales, qui ont accordé dans 2443 cas de sinistres des secours pour une somme totale de fr. 525,210. L'Etat belge a accordé des subsides pour fr. 36,542. En ce qui concerne la Suisse, nous nous occuperons spécialement du canton de Vaud; des renseignements nouveaux sont donnés dans le petit travail que nous vous avons présenté en collaboration avec M. Ch. Gross. On y voit que si le canton de Vaud possède des sociétés locales d'assurance libre depuis le siècle dernier, celles-ci n'ont guère progressé dans ces dernières années. On veut faire plus maintenant, et le Grand Conseil est nanti de deux projets parallèles, l'un organisant l'assurance obligatoire par communes et par groupements de communes, l'autre organisant une caisse unique pour tout le canton, celui-ci ne faisant qu'un seul grand cercle d'assurance. Notre petit travail indique les avantages et les inconvénients de chacun des deux projets. Nous relevons seulement le fait que soit l'un soit l'autre des projets instituent en même temps l'assurance du bétail d'alpage et l'assurance du bétail de boucherie, mais seulement pour le bétail vaudois. C'est là le côté vraiment pratique de ces projets. Nous relèverons le fait que la question de l'assurance du bétail n'a pas encore reçu de solution vraiment scientifique. Des statistiques bien établies nous manquent pour cela et celles que nous avons sont trop incomplètes et recueillies depuis trop peu de temps pour permettre d'en tirer des moyennes. Il nous manque des tables sur la mortalité du bétail; nous ignorons également l'âge moyen de nos animaux domestiques suivant la contrée, la race, etc. Nous n'avons non plus pas de statistiques sûres sur le pour-cent de tuberculose chez les animaux suisses. Dans notre travail, nous avons cherché à combler quelques-unes de ces lacunes pour le canton de Vaud. Il faut espérer que la réunion d'aujourd'hui permettra de le faire pour d'autres contrées de la Suisse, ce qui serait un vrai bien pour notre agriculture.

M. le professeur Hess: Im Jahre 1867 veröffentlichten Direktor *Max Wirth* und im Jahre 1868 *Henry Bidaux* sehr wertvolle Artikel über Viehversicherung in der Zeitschrift für schweizerische Statistik. Schon damals hatte also die statistische Wissenschaft Interesse an dieser so wichtigen volkswirtschaftlichen Frage.

Die Viehversicherung nimmt unter den verschiedenen Schadenversicherungen eine hervorragende Stellung ein. Sie bezweckt eine Deckung für Kapitalverluste, welche dem Viehbesitzer infolge von Seuchen, sporadischen Krankheiten und Unfällen mit darauffolgendem Tode oder notwendig gewordener Schlachtung erwachsen, und die um so härter empfunden werden, je geringer und unzureichender das Betriebskapital des betreffenden Viehbesitzers ist.

Weitaus am empfindlichsten sind die Folgen von Viehverlusten für kleinere und mittlere Besitzer, welche bekanntlich die Mehrzahl bilden. Jeder Landwirt besitzt in der Regel auch Rindvieh, und die laut Statistik eruierten 215,208 Rindviehbesitzer sind mit wenigen Ausnahmen Landwirte. Auf je einen Rindviehbesitzer kommen durchschnittlich 6,1 Stück Rindvieh im annähernden Wert von zusammen rund Fr. 2100. Die Hälfte aller Rindviehbesitzer — 107,804 — besitzen jedoch weniger als 5 Stück, infolgedessen schon der Verlust nur eines einzigen Stückes einen schweren Schicksalsschlag für den Betroffenen bedeutet. Ein einziger Viehverlust kann einen fleissigen Landwirt geradezu ruinieren.

Zu den Vorkehren, welche zur Hebung und Verbesserung der ökonomischen Stellung unserer Landwirte getroffen werden, gehört entschieden in erster Linie die Förderung der Viehversicherung. Dieselbe bezw. die Rindviehversicherung, von welcher hier einzig die Rede sein soll, hat aber nur dann eine segensreiche Zukunft, wenn sie obligatorisch eingeführt wird und wenn möglich in Verbindung steht mit einer auf versicherungstechnisch richtiger Grundlage beruhenden Rückversicherung.

Zum Gedeihen der obligatorischen Viehversicherung ist ferner unbedingt notwendig, dass der Staat eine konstante, strenge und belehrende Aufsicht über die Geschäftsführung, speciell das Rechnungswesen der einzelnen Gesellschaften, sich reserviert.

Durch das Bundesgesetz vom 22. Dezember 1893 betreffend die Förderung der Landwirtschaft durch den Bund, in dessen Art. 13 nur für die obligatorische Viehversicherung eine finanzielle Unterstützung vorgesehen ist, ist die Frage zu gunsten des Obligatoriums definitiv entschieden.

Im Art. 75 der Vollziehungsverordnung vom 10. Juli 1894 zum erwähnten Bundesgesetz verpflichtet sich der Bund den Kantonen, welche die obligatorische

Viehversicherung im ganzen Kantonsgebiete oder in einzelnen Teilen desselben — Bezirken, Gemeinden etc. — ins Leben rufen, unterstützen und beaufsichtigen, Bundesbeiträge bis zur Höhe der kantonalen Leistung auszurichten.

Die Beitragsleistung wird unter anderem auch an die Bedingung geknüpft, dass die Organisation und Geschäftsführung vom schweizerischen Landwirtschaftsdepartement bezw. dem Bundesrate genehmigt sei, und dass die einzelnen Versicherungsgesellschaften die Obliegenheiten der Viehinspektoren übernehmen.

Ausdrücklich wird betont, dass Schäden, für die gemäss Art. 17, 18, 19 und 20 des Bundesgesetzes über polizeiliche Massregeln gegen Viehseuchen vom 8. Hornung 1872 vom Bunde und den Kantonen Ersatz geleistet werden muss, von dieser Versicherung ausgeschlossen sind. Durch diese letztere Bestimmung wird somit die *staatliche Viehversicherung gegen Viehverluste infolge von Seuchen* abgetrennt von der *privaten Versicherung gegen Viehverluste durch Krankheit oder Unfall*, in Verbindung mit dem nachfolgenden Tode oder der notwendig gewordenen Tötung, sowie durch Umstehen versicherter Tiere. Wir halten diese Trennung für eine sehr wichtige und zweckmässige, glauben aber doch, hier erwähnen zu sollen, dass die Seuchenversicherung, wie sie gegenwärtig besteht und durch das Bundesgesetz vom 8. Hornung 1872 festgesetzt ist, absolut der Revision bedarf; denn diejenigen Krankheiten, für welche eine eidgenössische Entschädigung vorgesehen ist, kommen bekanntlich bei uns seit 1872 ausserordentlich selten oder gar nicht mehr vor. So z. B. trat die Rinderpest unseres Wissens seit dem Jahre 1871 gar nicht mehr und Lungenseuche nur in ganz minimem Grade noch auf. Es wäre deshalb nach unserer Ansicht sehr wünschenswert, dass die Entschädigungspflicht von seiten des Bundes auf Seuchen, welche unserem Lande alljährlich enormen Schaden verursachen und unsere Landwirtschaft schwer schädigen, ausgedehnt würde, d. h. ganz besonders auf die Maul- und Klauenseuche. Es ist nur ein Gebot der Billigkeit und liegt auch im Interesse einer gleichmässigen rationellen Durchführung unserer viehseuchenpolizeilichen Vorschriften, dass der Bund einen angemessenen finanziellen Beitrag an den enormen Schaden, den unsere Viehbesitzer durch Verseuchung ihrer Viehware an Maul- und Klauenseuche erleiden, leistet.

Die Einführung des Obligatoriums wird am zweckmässigsten einem Mehrheitsbeschluss der Interessenten anheimgegeben, und es werden nur die Voraussetzungen hierfür im Gesetze bestimmt. Dadurch wird das Obligatorium successive durch die Beteiligten selbst eingeführt, und man wird mit diesem sehr zweckmässigen System des fakultativen Obligatoriums, ähnlich wie mit

unseren obligatorischen Fortbildungsschulen und den landwirtschaftlichen Genossenschaften, gute Erfolge erzielen.

Die Einführung der Viehversicherungskassen soll also der Initiative der Beteiligten überlassen werden. Wenn sich in einer Gemeinde oder einem Versicherungsbezirk die Mehrheit der Viehbesitzer für Errichtung einer Viehversicherungskasse ausspricht, so ist dieser Beschluss auch für die Minderheit verbindlich.

Die Viehversicherungskassen sollen Korporationen des öffentlichen kantonalen Rechtes sein und wenn möglich mit den politischen Gemeinden zusammenfallen. Jedenfalls ist es absolut unrichtig, wenn als Viehversicherungskreise Ämter — Distrikte — gewählt werden, oder wenn man sogar den ganzen Kanton als einen einzigen Kreis bezeichnet; *denn ganz bestimmt wird jede Viehversicherungsgesellschaft, welche sich als solche über einen ganzen Kanton ausdehnt, nach wenig Jahren zu Grunde gehen.* Wir verweisen diesbezüglich auf unsern Vortrag pag. 75 und unsere Arbeit im landwirtschaftlichen Jahrbuch der Schweiz, Jahrgang 1893, pag. 285 u. ff. Weil bezüglich der Tiergattung, des Alters, der Weideversicherung, der Versicherung von Ausstellungstieren, des tierärztlichen Behandlungszwanges, sowie der niemals zu hoch, sondern eher zu niedrig zu haltenden Schätzungssumme auf den Vortrag verwiesen werden kann, so wollen wir diese Punkte nicht weiter berühren, sondern übergehen zur *Prämienfrage* und zum *Reservefonds*.

Die fixen Prämien sind bequem aber ungerecht, denn sie tragen dem Werte des einzelnen Tieres und der Versicherungsgefahr keine Rücksicht, und keine Versicherungsgesellschaft wird auf die Dauer bestehen können, wenn sie gute und schlechte Risiken gleich stark besteuert.

Infolge des Fehlens einer zuverlässigen Mortalitäts- und Unfallstatistik für unsere Rinder sind wir leider nicht im stande, bei der Viehversicherung eine einheitliche Klassifikation nach Gefahrenklassen mit entsprechendem Prämientarif aufstellen zu können. Die Gefahrenklassen müssen sich richten nach Gattung, Geschlecht, Alter, Kondition, Gebrauch, Aufenthalt und Pflege der Tiere. Eine genaue Berechnung der Prämie nach Gefahrenklassen und Schätzung ist nicht nur schwierig, sondern auch umständlich. Wir glauben deshalb, dass einstweilen die Prämie stets im Verhältnis zum Versicherungswert und zu den zu leistenden Schadenvergütungen festgesetzt werden sollte, wie solches im bernischen Entwurf zu einem Gesetz über die Viehversicherung vom Februar 1898 vorgesehen ist. Nach diesem mit grosser Sorgfalt ausgearbeiteten und, wie uns scheint, wirklich sehr zweckmässigen Entwurfe wird das Minimum der jährlichen Prämie zu 0.5 %

des Versicherungskapitals veranschlagt, und es ist vorgesehen, dass die Prämien zu den geleisteten Schadenvergütungen im angemessenen Verhältnis stehen sollen, dass also für Mitglieder, welche im abgelaufenen Jahre Entschädigungen bezogen haben, Prämienzuschläge gemacht werden können. Diese Zuschläge zum ordentlichen Beitrag können nach dem genannten in verschiedener Hinsicht sehr interessanten Gesetzesentwurf z. B. in folgender Weise abgestuft werden:

Bei einem Schaden von 8—12 % beträgt der Zuschlag per Fr. 100 Versicherungskapital 50 Cts.

Bei einem Schaden von 12—20 % beträgt der Zuschlag per Fr. 100 Versicherungskapital Fr. 1.

Die Statuten können im fernern bestimmen, wie viele Jahre dieser Zuschlag bezahlt werden soll, resp. in welcher Weise die Zuschläge wieder abnehmen sollen.

Die Schadenvergütung wird in der Weise berechnet, dass vom Schatzungswerte des Tieres der Erlös aus den verwertbaren Teilen in Abrechnung fällt und vom Reste dem Versicherten 80 % ausbezahlt werden.

Mit der Verwertung des Fleisches soll gewöhnlich der Vorstand betraut werden, und es hat der Besitzer damit nichts zu thun. Jedenfalls muss aber unter allen Umständen auf rationelle Fleischverwertung ein ungemein grosses Gewicht gelegt werden, damit die vom Staat subventionierte Viehversicherung vor Ausbeutung und Übervorteilung geschützt wird.

Fast unerlässlich ist auch bei der Viehversicherung eine Rückversicherungskasse, welcher die Aufgabe zufällt, finanziell übermässig in Anspruch genommene örtliche Versicherungsanstalten zu unterstützen. Wir glauben, dass eine Rückversicherung in allen Fällen gute Dienste leisten wird, auch dann, wenn für die Seuchenversicherung eine sogenannte Viehentschädigungskasse oder Viehseuchenkasse eintritt. Als Muster, wie die Frage der Rückversicherung gelöst werden kann, dient die im In- und Auslande hoch angesehene bernische Brandversicherungsanstalt, sowie der badische Viehversicherungsverband.

Selbstverständlich darf die Rückversicherungskasse erst dann in den Riss treten, wenn die Schäden bei einer lokalen Versicherungsgesellschaft die normale obere Grenze bedeutend übersteigen, z. B. sobald die zur Deckung des Schadens notwendigen Prämienbeiträge der Versicherten 1.5 % überschreiten. Die Rückversicherungskasse, deren Grundkapital stets intakt bleiben muss, darf jedoch nicht den ganzen Mehrschaden oder einen gewissen Mehrschaden übernehmen, sondern an demselben nur einen prozentualen Beitrag gewähren; denn stets müssen die Versicherten an dem Mehrschaden auch interessiert sein.

Mit Einführung der obligatorischen Viehversicherung, bei welcher der Staatsbeitrag sich ausschliesslich

nach Massgabe des Versicherungskapitals richten soll, erreichen wir mannigfache Vorteile, einerseits wird dadurch der Viehhalter ökonomisch besser gestellt, Viehseuchenpolizei und Fleischschau werden entschieden bedeutend gehoben, weil durch Einführung einer Viehbestandskontrolle eine wirksame Überwachung des Viehverkehrs garantiert und Seuchenverschleppungen so gut wie ausgeschlossen werden. Ferner erreichen wir mit der obligatorischen Viehversicherung die absolut notwendige Erweiterung der Viehstatistik. Die bis jetzt in der Schweiz vorgenommenen Viehzählungen geben uns nur die Zahl der jeweiligen auf einen bestimmten Zeitpunkt vorhandenen Tiere an. Die erhaltenen Resultate ermöglichen uns jedoch nicht, die Bedeutung des Viehstandes für die Volkswohlfahrt und für die Volksernährung ermessen zu können. Auch liefert die jetzige Viehzählung nur ganz ungenügende oder gar keine Anhaltspunkte über die Anzahl der Geburten, der Unfälle, sporadischen Krankheiten, Schlachtungen, Notschlachtungen etc., und es läge daher eine möglichst genaue Erstellung einer solchen Viehbewegungsstatistik mit specieller Berücksichtigung der Tuberkulose-, Unfall- und Mortalitätsstatistik im Interesse der Volksgesundheit und Volkswohlfahrt.

Mittelt einheitlicher, zweckmässig angelegter Formulare könnte eine rationell organisierte obligatorische Viehversicherung diese Angaben an Hand ihrer Buchführung mit Leichtigkeit machen, und wir erhielten dadurch jährliche, ja sogar halb- und vierteljährliche Viehzählungen, die an Genauigkeit und innerem Werte unsere bisherigen sehr wertvollen Zählungen noch übertreffen würden.

Nicht unerwähnt soll auch die Thatsache bleiben, dass in Verbindung mit der Viehversicherung auch Viehleihkassen errichtet werden können, und dass die Krone des Obligatoriums in der sichern Aussicht auf energische Bekämpfung der Tuberkulose unserer Haustiere, speciell des Rindes, beruht.

Rapport de M. Collaud: A la demande de M. le conseiller d'Etat Viquerat, chef du Département de l'agriculture du canton de Vaud, j'ai l'honneur, comme délégué de la Direction de police du canton de Fribourg, de venir vous exposer ici les résultats de la mise en vigueur de la loi sur l'assurance du bétail dans le canton de Fribourg.

Un premier fait que je suis heureux de constater c'est que les trois personnes qui ont présenté des rapports sur l'assurance du bétail bovin en Suisse sont d'accord pour reconnaître la nécessité de l'assurance obligatoire. Reste par conséquent à examiner la question de savoir de quelle manière peut être introduit par les cantons ce principe de l'obligation; en un mot,

auquel des deux systèmes en présence, soit l'assurance *centralisée* ou *localisée*, nous devons donner la préférence? Un exposé sur le fonctionnement et les résultats obtenus par les sociétés libres d'assurance du bétail dans le canton de Fribourg nous donnera dès lors d'utiles renseignements à cet égard.

Le canton de Fribourg possède depuis longtemps l'assurance obligatoire pour certaines maladies contagieuses. La loi primitive sur l'assurance du bétail date de 1808; elle a été révisée successivement en 1827, en 1842, en 1860 et enfin en 1874, pour la mettre en harmonie avec la loi fédérale du 6 février 1872 et le règlement fédéral du 20 novembre de la même année. Le projet qui sortit des délibérations de 1874 fut une sorte de transaction; les maladies plus fréquentes à la montagne, telles que la surlangue et la claudication, triomphèrent des oppositions de la plaine; en revanche, on admit les certificats d'alpage pour lesquels on devait payer pour chaque animal conduit à l'alpage une contribution supplémentaire de 20 à 30 centimes. Cette mesure s'explique par le fait qu'on était alors sous l'impression des pertes considérables subies en Suisse par la fièvre aphteuse. (En 1872, cette perte avait été de 10 millions de francs pour la Suisse et d'un million et demi pour le canton de Fribourg.)

Sous l'empire de la loi du 28 février 1874, notre caisse d'assurance du bétail marchait très bien au point de vue financier; c'est ainsi qu'au 31 décembre 1888 son avoir était de 584,074 francs. Toutefois, l'assurance obligatoire telle qu'elle était conçue ne satisfaisait nullement la grande majorité des agriculteurs de notre canton. Il était incontestable que cette loi ne rendait aucun service au bétail de la plaine, où les maladies indemnisées ne sévissaient guère; d'autre part, la population montagnarde aurait voulu qu'on indemnisât aussi les pertes dues au quartier. Aussi, de toutes parts on demanda la révision de cette loi, et deux systèmes d'assurance étaient préconisés. Le premier tendait à conserver la loi ancienne en y ajoutant la mention de deux nouvelles maladies: le *charbon* et le *quartier*; le second voulait, au contraire, étendre l'assurance à tous les cas de perte du bétail dont la cause était fortuite, c'est-à-dire ne pouvant être attribuée à une faute grave de la part du propriétaire.

Les adhérents du premier système voulaient laisser à l'initiative privée la fondation de sociétés particulières pour les maladies non contagieuses. Par contre, les partisans du second système (qui se recrutaient surtout à la plaine), malgré tout le prix qu'ils attachaient à l'initiative privée, estimaient que partout où elle ne se manifestait pas assez par l'intérêt général, le rôle des pouvoirs publics était d'intervenir sans se

préoccuper des théories auxquelles on se plaisait, trop facilement parfois, à donner un caractère inflexible.

Le projet de loi qui a été présenté et adopté en 1888 fut un moyen terme entre les deux systèmes. En premier lieu, la nouvelle loi avait admis le principe que les sociétés libres seraient subventionnées par la société cantonale au moyen des revenus disponibles après qu'on aurait satisfait aux exigences des cas prévus dans la loi. Cette disposition était dès lors la clef de voûte de la nouvelle loi; elle était de nature à satisfaire les partisans de l'assurance générale. On comptait qu'avec la nouvelle loi les recettes de la caisse atteindraient la somme de fr. 48,000 et que les dépenses ne dépasseraient guère fr. 25,000, d'où un solde disponible de fr. 23,000 par année. Avec cet appoint on pensait qu'il serait aisé de venir en aide aux sociétés libres déjà établies ou qui allaient s'établir dans toute la plaine, spécialement dans les districts de la Glâne, de la Sarine, de la Singine, de la Broye et du Lac. Il y aurait ainsi compensation entre la montagne, qui avait reçu jusqu'à ce jour la majeure partie des subsides, et la plaine, qui avait eu rarement l'occasion d'en demander.

La nouvelle loi prévoyait en outre, pour établir la contribution de chaque propriétaire, la taxation préalable de chaque pièce de bétail par l'inspecteur au moment du recensement. Toutefois, l'agriculteur avait la faculté de choisir un taux d'assurance entre le $\frac{5}{10}$ et le $\frac{8}{10}$ de la taxe, suivant que son bétail se trouvait plus ou moins exposé aux maladies indemnisées.

En 1888, le législateur fribourgeois avait donc jugé plus sage, avant de se lancer dans une assurance générale, de provoquer la fondation de sociétés libres et de les soutenir. On espérait arriver de la sorte à étendre sur tout le canton un réseau de sociétés libres, ce pour le plus grand bienfait de notre agriculture fribourgeoise.

Il nous reste maintenant à examiner jusqu'à quel point ce résultat a été obtenu.

Comme nous l'avons déjà dit, dans le but d'encourager la fondation de sociétés libres d'assurance contre les cas de mortalité non prévus par la loi de 1888, celle-ci donnait à l'art. 3 auxdites sociétés le droit à une réassurance ou à un subside pouvant s'élever au tiers des dépenses. Un certain nombre de propriétaires de bétail ont su profiter de cette bonne intention du législateur. Nous donnons ci-après le mouvement de ces sociétés pendant la période de 1890 à 1897.

Cela est bien quelque chose, cependant bien moins que ce que l'on aurait pu attendre. Le laisser aller habituel, l'insouciance, comme très souvent aussi une économie mal entendue, voilà les causes qui, malheu-

Années	Sociétés	Bétail assuré	% du bétail fribourgeois	Valeur de la taxe	Valeur assurée	Animaux perdus
		Animaux		Fr.	Fr.	
1890	21	14,142	21	4,759,978	3,822,980	239
1891	33	20,603	27	7,604,073	6,064,753	429
1892	38	22,686	29	8,093,574	6,457,144	577
1893	41	20,209	26	6,581,907	5,171,636	589
1894	42	17,811	25	6,388,559	5,077,694	378
1895	43	18,645	26	7,354,692	5,888,932	374
1896	46	19,761	24	7,879,384	6,303,558	468
1897	47	20,234	25	7,584,277	6,048,583	548
<i>Totaux .</i>	—	154,091	25	56,246,444	44,835,280	3602
<i>Moyenne</i>	—	19,261	—	7,030,805	5,604,400	450

reusement, ont empêché une grande partie de notre population agricole de prendre le soin nécessaire de son bien-être matériel.

Comme pour le canton de Vaud, nous sommes certain que jamais l'assurance mutuelle libre, même subventionnée par l'Etat, n'amènera dans notre canton l'assurance générale du bétail à prendre un essor un peu vigoureux.

En 1897, il existait 47 sociétés d'assurance libre du bétail, subventionnées par la caisse cantonale d'assurance. Le nombre des sociétés s'est accru de deux, celles de Matran et d'Orsonnens; par contre, celle de Semsales s'est dissoute.

Il y avait 14 sociétés dans la Gruyère, 9 dans la Singine, 7 dans le Lac, 5 dans la Veveyse, 5 dans la Glâne, 4 dans la Sarine et 3 dans la Broye.

Le chiffre total des animaux assurés s'élevait à 20,234, chiffre supérieur de 473 à celui de l'année précédente. Le bétail assuré forme le 25 % des animaux qui pourraient être assurés.

Les 20,234 animaux assurés étaient taxés fr. 7,584,277 et assurés pour la somme de fr. 6,048,583. La moyenne de l'estimation par animal est donc de fr. 374; en 1896, elle a été de fr. 399; en 1895, de fr. 394, et en 1894, de fr. 358. La moyenne de la valeur assurée, par tête de bétail, est de fr. 299, tandis qu'en 1896, elle était de fr. 319.

Sur les 20,234 animaux compris dans l'assurance libre, il y a eu 548 sinistres, soit le 2.71 %. L'année précédente, la mortalité n'a été que de 2.37 %, et en 1895, de 2 %. Pour la période septennale de 1890-1896, la mortalité a été de 2.28 %. La mortalité en 1897 est donc supérieure de 0.43 % à la moyenne de celle de la période précitée.

Le pour-cent de la mortalité a été très inégal entre les différentes sociétés. C'est ainsi que 8 sociétés

n'ont noté qu'une mortalité de 0.30 à 1.32 %; 8 autres sociétés ont enregistré une mortalité variant de 1.51 à 1.94 %; 13 sociétés, de 2.04 à 2.78 %; 10 sociétés, de 3 à 3.80 % et 5 sociétés, de 4 %. La Broye, district, a noté une mortalité de 4.10 %. Liebistorf-Cormondes, de 4.26 % et Courtepin, de 4.82 %.

Sur les 548 animaux perdus, 108 ont été trouvés atteints de tuberculose à différents degrés, soit le 19.7 % des pertes. L'année précédente, ce pour-cent a été de 17.77.

L'utilisation des dépouilles des animaux perdus, taxés fr. 217,260, n'a rapporté aux sociétés que fr. 84,415.76, tandis que les indemnités à payer se sont élevées à fr. 170,546, d'où il résulte pour les sociétés un déficit de fr. 86,130.24. Les dépouilles n'ont rapporté que le 38.94 % de la valeur de la taxe et le 49.05 % de la valeur assurée. C'est un produit trop minime qui doit, en grande partie, être attribué à une élévation exagérée de la taxe d'un grand nombre d'animaux, d'une part, et à une estimation souvent trop basse de la viande, d'autre part. Il arrive aussi que l'on néglige trop souvent les animaux malades et qu'on les laisse dépérir avant de les faire traiter par un homme de l'art, alors que souvent une guérison n'est plus possible. Les comités sont, en général, trop indulgents envers les sociétaires manquant à leurs devoirs. On compte beaucoup trop sur les subsides de la caisse cantonale d'assurance, qui ne pourra bientôt plus y faire face.

Dans 2 sociétés, les dépouilles des animaux perdus n'ont rapporté en pour-cent de la valeur estimée que le 18 et le 20; dans 3 sociétés, le 28; dans 3 autres, le 30; dans 11, le 33 à 35; dans 2, le 36; dans 7, le 38 à 40. Elles ont rapporté, par contre, dans 5 sociétés le 42 à 43; dans 5 autres, le 47 à 49; dans 4, le 50 à 54; dans 3, le 60, 62 et 64, et dans une société, le 69 %.

% des animaux assurés	Montant de la taxe	Valeur assurée par animal	Valeur assurée	Produit des dépouilles	Indemnités allouées	Depuis convert par les sociétés	Subside cantonal	% du produit des dépouilles de la valeur assurée
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
1.09	76,710	285	61,215	32,263	59,480	27,216. —	9,072. —	53.47
2.08	153,612	294	122,455	65,043	121,766	56,722. —	18,907. —	46.53
2.54	206,000	325	162,674	80,685	161,047	80,361. —	26,787. 50	50
2.91	186,762	256	137,314	67,786	130,985	63,198. —	21,066. —	49.36
2.12	134,795	285	105,942	54,750	103,799	49,048. —	16,405. —	51.77
2	156,837	315	124,582	61,533	122,956	61,422. —	20,474. —	50
2.37	190,090	319	150,026	67,816	146,715	78,898. —	26,299. —	46.28
2.71	217,260	299	172,077	84,415	170,546	86,130. 40	28,709. 80	49.05
2.30	1,322,066	297	1,036,285	514,291	1,017,294	502,995. 40	167,719. 30	49.55
—	165,258	—	129,535	64,286	127,161	62,874. 45	20,965. —	—

Nous indiquons, par district, dans le tableau suivant, l'état des animaux assurés et des sinistres survenus en 1897, ainsi que le pour-cent du produit des dépouilles des animaux par rapport à la valeur de la taxe.

Districts	Animaux assurés	Sinistres	%	Valeur de la taxe	Produit des dépouilles	% de la valeur estimée
				Fr.	Fr.	
Gruyère .	5,329	130	2.44	47,480	16,757. 35	35.37
Singine .	4,944	133	2.69	59,695	22,520. 35	37.89
Glâne .	2,555	56	2.19	18,950	8,406. 80	44.36
Lac .	2,124	68	3.20	29,235	12,428. 56	42.51
Sarine .	1,803	47	2.61	20,015	7,196. 55	35.95
Broye .	1,784	69	3.86	25,485	10,556. 15	42.20
Veveyse .	1,695	45	2.65	16,400	6,550. —	39.94
<i>Totaux</i>	20,234	548	2.71	217,260	84,415. 76	38.94

Pour alléger le déficit de fr. 86,130. 24, la caisse d'assurance du bétail a alloué aux sociétés des subsides se montant à un total de fr. 28,709. 80, soit fr. 1. 42 par tête de bétail contre fr. 1. 33 l'année précédente et fr. 1. ⁴/₁₀ cts. pour la période septennale de 1890 à 1896. Pendant la période de 1890 à 1897, les subsides alloués par la caisse cantonale s'élèvent à fr. 167,727. 10, soit fr. 1. ⁹/₁₀ cts. par tête de bétail. Le subside alloué en 1897, compté par tête de bétail, est supérieur de 41⁶/₁₀ cts. à la moyenne des subsides alloués pendant la période septennale de 1890 à 1896.

Du 31 décembre 1893 au 31 décembre 1897, l'avoir de la caisse d'assurance cantonale a diminué de fr. 83,685. 45. Au 31 décembre 1893, il était de fr. 636,515. 70, et au 31 décembre 1897 il n'est plus que de fr. 552,830. 25.

Comme l'avoir de la caisse d'assurance tend sensiblement à s'épuiser chaque année et que, en outre,

hors le cas prévu à l'art. 5 de la loi sur l'assurance contre la mortalité de l'espèce bovine, le taux de la contribution ne pourra excéder 20 cts. par fr. 100, taux actuellement imposé, la caisse cantonale se trouvera bientôt dans la nécessité de diminuer sa participation au déficit éprouvé par les sociétés d'assurance libres.

Le tableau à la page 20 indique les sociétés d'assurance libres, l'état des animaux assurés et des sinistres survenus, des indemnités allouées par les sociétés respectives, ainsi que les subsides que la caisse d'assurance a alloués aux différentes sociétés en 1897.

Les résultats de l'assurance libre ont trompé en général assez sensiblement l'attente du législateur dans notre canton. Comme il n'existe pas de solidarité des intérêts entre les sociétés d'assurance libres, il leur manque de même le sentiment de solidarité. Chaque société ne connaît que ses propres intérêts. Bien des comités observent une trop grande indulgence envers les sociétaires qui manquent à leurs devoirs. L'absence de la solidarité des intérêts et du sentiment de solidarité porte les sociétés d'assurance libres à regarder la caisse cantonale du bétail ou réassurance comme une bonne vache laitière. Faute d'un organe surveillant, la surveillance des sociétés libres par l'Etat est nulle.

Nous indiquons dans le tableau à la page 21 les subsides que la caisse d'assurance cantonale a alloués aux sociétés libres pendant la période des huit années 1890 à 1897.

Ce tableau montre la progression successive très sensible du montant des subsides, pendant la période de 1890 à 1897. Si cette augmentation a discontinué en 1893 à 1894, cela n'est dû qu'à la réduction générale du 25 % du chiffre de la taxe du bétail, réduction opérée ensuite d'une circulaire du 18 mai 1893, adressée aux sociétés libres par la Direction de police.

Sociétés d'assurance libre du bétail du canton de Fribourg.

Etat des sinistres survenus et des indemnités allouées pendant l'année 1897.

Désignation des Sociétés	Nombre de pièces de bétail assurées	Valeur de la taxe	Valeur assurée	Ani- maux per- dus	Montant de la taxe	Valeur assurée	Produit des déponilles	Indem- nités allouées	Déficit convert par les Sociétés	Subside cantonal au 1/3
		Fr.	Fr.		Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1. Albeuve	528	173,780	139,024	9	1,940	1,552	648. 50	1,552	903. 50	301. 15
2. Broc	244	82,776	66,220	2	850	680	400. 30	680	279. 70	93. 25
3. Charmey	751	337,075	269,660	23	9,530	7,670	3,276. 95	7,670	4,393. 05	1,464. 35
4. Echarlens	423	151,660	121,328	11	4,030	3,224	1,458. 05	3,224	1,765. 95	588. 65
5. Estavannens	149	58,215	46,572	4	1,150	920	238. 20	920	681. 80	227. 30
6. Gruyères	323	132,110	105,680	13	5,910	4,730	2,542. 40	4,710	2,167. 60	722. 55
7. Hauteville	462	165,530	132,424	12	4,940	3,952	1,479. 50	3,952	2,472. 50	824. 15
8. Montbovon	410	123,740	99,000	11	3,880	2,710	1,369. 60	2,710	1,340. 40	446. 80
9. Pont-la-Ville	372	157,725	126,180	9	3,350	2,680	902. 45	2,680	1,777. 55	592. 50
10. Pont-Villars-d'Avry	214	85,800	68,640	2	475	380	153. 50	380	226. 50	75. 50
11. Riaz	264	90,900	72,720	3	1,410	1,128	869. 30	1,128	258. 70	86. 25
12. Vaulruz	566	208,010	166,410	23	7,440	5,952	2,557. 55	5,952	3,394. 45	1,131. 50
13. Villarvolard	448	178,350	142,680	5	1,550	1,240	277. 05	1,240	962. 95	321. —
14. Vuippens	175	79,150	63,320	3	1,525	1,220	584. —	1,220	636. —	212. —
15. Farvagny-le-Grand	459	144,120	114,485	8	3,020	2,381	1,528. 75	2,381	852. 25	284. 10
16. Lentigny	220	62,700	50,160	6	2,800	2,240	1,056. 60	2,240	1,183. 40	394. 45
17. Matran	422	104,100	83,280	5	1,675	1,340	1,061. 70	1,340	278. 60	92. 85
18. Mouret	702	319,500	255,015	28	12,520	10,085	3,549. 80	10,085	6,535. 20	2,178. 40
19. Aitalens	424	145,555	166,990	16	5,945	4,770	2,099. 25	4,730	2,630. 75	876. 90
20. Bossonnens	302	98,000	79,154	4	1,630	1,310	844. 80	1,310	465. 20	155. 05
21. Châtel-St-Denis	469	157,930	126,344	12	4,370	3,496	2,059. 60	3,496	1,436. 40	478. 80
22. Le-Crêt-Grattavache-Progens- Ecasseys	179	65,680	51,030	5	1,900	1,460	666. 55	1,460	793. 45	264. 50
23. Porsel-Pont	321	92,055	73,644	8	2,555	2,044	879. 80	1,983	1,103. 20	367. 75
24. Châtonnaye-Middes	416	138,935	111,300	8	2,460	1,970	1,224. 50	1,835	610. 50	203. 50
25. Communes du Gibloux	290	90,300	72,240	11	3,000	2,400	1,222. —	2,400	1,178. —	392. 65
26. Rue	885	301,007	240,806	17	6,160	4,928	2,172. 20	4,928	2,755. 80	918. 60
27. Torny-le-Grand-Corserey	487	182,350	145,880	12	4,710	3,768	2,547. 40	3,768	1,220. 60	406. 85
28. Broye, district	1,144	358,424	286,739	47	18,785	14,788	7,944. 95	14,788	6,843. 05	2,281. —
29. Murist	347	93,855	75,080	12	3,795	3,036	1,616. 40	3,036	1,419. 60	473. 20
30. Broye, centrale	293	113,000	90,480	10	2,905	2,324	994. 80	2,324	1,329. 20	443. 05
31. Cordast	538	220,580	176,464	10	4,100	3,280	1,990. 41	3,280	1,289. —	429. 85
32. Cormondes - Liebistorf - Petit- Bœsingen	470	164,500	131,600	20	7,950	6,360	2,474. 75	6,360	3,885. 25	1,295. 10
33. Courgevau	149	70,400	56,150	6	2,930	2,300	1,258. —	2,300	1,042. —	347. 35
34. Courlevon	160	64,000	51,200	4	1,650	1,320	1,063. 70	1,320	256. 30	85. 45
35. Courtepin	249	116,150	92,920	12	5,300	4,240	2,365. 70	4,240	1,874. 30	624. 75
36. Salvagny-Jentes	355	156,935	125,548	14	6,675	5,340	2,841. —	5,340	2,498. 05	832. 70
37. Haut-Vuilly	203	71,600	57,280	2	630	504	435. —	488	53. —	17. 65
38. Alterswyl	769	309,130	247,304	27	10,800	8,640	4,227. 60	8,640	4,412. 40	1,470. 80
39. St-Antoine	440	176,205	123,340	16	6,605	4,777	2,610. 50	4,777	2,166. 50	722. 15
40. Bœsingen	472	196,300	157,040	15	8,300	5,650	2,964. 45	5,650	2,685. 55	895. 20
41. Guin, village	342	141,800	113,180	7	3,300	2,640	1,136. —	2,129	1,056. —	352. —
42. Heitenried	567	200,230	160,180	20	8,890	7,112	2,510. —	7,112	4,602. —	1,534. —
43. Buntels-Guin	420	196,000	156,800	15	6,900	5,520	3,380. —	4,755	1,375. —	458. 35
44. St-Loup	498	229,700	183,760	4	1,780	1,424	604. 80	1,378	773. 20	257. 75
45. Schmitten	727	303,235	242,588	11	5,150	4,120	1,707. 70	4,120	2,412. 30	804. 10
46. Ueberstorf	709	326,730	261,384	18	7,970	6,376	3,379. 30	6,376	2,996. 70	998. 90
47. Orsonnens	477	148,450	118,760	8	2,620	2,096	1,240. 70	2,096	855. 30	285. 10
<i>Totaux</i>	20,234	7,584,277	6,048,583	548	217,260	172,077	84,415. 76	170,546	86,129. 30	28,709. 80

Années	Animaux assurés	Subsides alloués par la caisse cantonale	
		Au total	Par tête de bétail
		Fr.	%
1890.	14,142	9,072	0.46
1891.	20,603	18,907	0.91
1892.	22,686	26,787	1.18
1893.	20,209	21,066	1.042
1894.	17,811	16,405	0.92
1895.	18,645	20,474	1.091
1896.	19,761	26,299	1.33
1897.	20,234	28,709	1.42
<i>Totaux</i>	154,091	167,719	1.06

Cette progression très marquée des subsides que la caisse cantonale d'assurance a alloués aux sociétés libres donne lieu non seulement à de sérieuses réflexions, mais aussi à une critique assez amère de la part des propriétaires de bétail ne faisant pas partie d'une société libre, comme aussi de la part des sociétés qui fonctionnent d'une manière irréprochable.

Le bétail assuré aux sociétés libres pendant la période de 1890 à 1897 n'a fait que le 25 % de la totalité du bétail bovin du canton de Fribourg. De même, la prime moyenne, payée par animal assuré dans ces sociétés libres a été de *fr. 3.18 par année*, somme énorme qui ne peut être que le résultat du mauvais fonctionnement d'une partie des sociétés. D'autre part, si pendant cette même période tout le bétail avait été assuré aux sociétés libres, la caisse cantonale d'assurance aurait eu, toute proportion gardée, à participer au déficit par une somme annuelle de *fr. 83,860*.

La somme de fr. 167,719, allouée aux sociétés libres, a été puisée pour plus des deux tiers dans la bourse des propriétaires de bétail qui ne font pas partie d'une société libre. Est-ce juste? Certainement non.

En présence de ces résultats nullement satisfaisants que notre système d'assurance a donnés jusqu'ici en ce qui concerne l'assurance libre; en présence des irrégularités et des abus choquants qui se font sous bien des rapports; pour remédier à un état de choses anormal, nous estimons qu'il y a urgence de reviser sans retard notre loi défectueuse et d'adopter un système d'assurance plus juste. A notre avis, qui est aussi celui de la grande majorité de notre population agricole, ce système est *l'assurance obligatoire* profitant à l'ensemble des propriétaires de bétail et non seulement, comme actuellement, à une partie qui ne forme pas le tiers même de nos agriculteurs. En outre, ce système d'as-

surance obligatoire doit être mixte, c'est-à-dire comprendre *l'assurance obligatoire avec solidarité générale pour les maladies contagieuses et l'assurance obligatoire par commune ou groupes de communes avec mutualité restreinte aux membres de la société respective pour les autres cas de maladies*.

L'assurance obligatoire instituée par commune ou par groupes de communes offre les avantages suivants qui sont assez importants:

1° Les membres du cercle d'assurance exerceront un certain contrôle sur le bétail de leurs collègues et sur les soins qui lui sont donnés.

Dans la solidarité générale, ce contrôle laisse beaucoup à désirer, s'il n'est pas nul. Et si un animal périt, c'est l'ensemble des propriétaires qui indemnisent et non seulement les membres de l'association locale. De plus, avec la mutualité générale, la commission de dépréciation accomplira sa tâche plus légèrement et cherchera à contenter les membres de sa propre section, au lieu de sauvegarder les intérêts de l'ensemble des assurés.

2° On se protégera autant que faire se peut contre toutes les manœuvres frauduleuses ou la violation du devoir de ses collègues.

3° Afin de réduire le plus possible la quote-part de la cotisation, l'association mutuelle locale se donnera sans doute plus de peine pour tirer le plus grand profit des animaux incurables.

4° On cherchera, pour la même raison, à gérer les affaires avec le plus d'économie possible.

M. Näf: Im Aargau beschäftigt man sich bereits seit 7 Jahren mit der obligatorischen Viehversicherung. Den Anstoss gab eine Anregung zur Errichtung von Viehleihkassen, deren Gedeihen eine gut organisierte Viehversicherung voraussetzt. Der erste Gesetzesentwurf sah das allgemeine Obligatorium mit Lokalverbänden und Centralverband zur Rückversicherung vor; nachdem aber ein ähnlicher Entwurf im Kanton Zürich nur mit Hülfe der grossen Stadtgemeinden der Verwerfung entging, ersetzte man das allgemeine Obligatorium durch den fakultativen, d. h. vom Mehrheitsbeschluss der Viehbesitzer einer Gemeinde abhängigen Versicherungszwang, und dabei blieb es, nachdem im Grossen Rat ein neuer Anlauf zur Einführung des allgemeinen Obligatoriums erfolglos ausgefallen war. Am 27. November nächsthin gelangt die bezügliche Vorlage, welche sich in den Hauptpunkten an die bekannten eidgenössischen Normativbestimmungen hält, zur Volksabstimmung.

Es ist nicht zu bestreiten, dass das allgemeine Obligatorium dem fakultativen vorzuziehen ist, weil

nur mit jenem der eigentliche Zweck der Viehversicherung und vor allem die wirksame Bekämpfung der Tuberkulosis möglich wird, aber man muss mit den Verhältnissen rechnen und vorläufig froh sein, wenn man statt der Taube wenigstens den Spatz in die Hand bekommt. Darüber aber kann kein Zweifel sein, und Herr Professor Hess hat hierin vollkommen recht, dass eine reine Centralanstalt, wie sie der waadtländische Entwurf vorsieht, eine sehr bedenkliche Institution ist; denn viel mehr als bei der Feuerversicherung wird bei der Viehversicherung, mit der Thatsache des Versicherungsabschlusses, die Gefahr der Verluste wesentlich gesteigert, weil eben der Besitzer an der Erhaltung des Versicherungsobjectes häufig kein materielles Interesse mehr hat, infolgedessen auch nicht selten der Versuchung zu Missbrauch der Versicherung, die unter den mannigfachsten Verhältnissen und aus verschiedenartigsten Gründen an ihn herantreten kann, zum Nachtheile des Verbandes erliegen wird. Die obligatorische Viehversicherung bedingt geradezu zu ihrem Gedeihen örtliche oder wenigstens territorial engbegrenzte Verbände, damit gehörige Kontrolle geführt wird. Dabei muss aber gleichzeitig durch Zusammenschluss der örtlichen Verbände Rückversicherungsmöglichkeit geboten und eine möglichst gleichartige Organisation geschaffen werden. Alles dieses wäre nicht so schwierig, wenn unsere Viehversicherungsvereine sich technisch derart entwickelt hätten, wie es z. B. in einzelnen Teilen Deutschlands der Fall ist, so u. a. im preussischen Regierungsbezirk Trier, in welchem seit Jahren ein mustergültiger Viehversicherungsverband mit örtlichen Sektionen und Rückversicherungsverband besteht und vortrefflich marschirt, trotzdem der Staat nicht einen Pfennig Beitrag leistet.

Man sollte im Kanton Waadt sich von der Einfachheit einer Centralanstalt ja nicht bestechen lassen; denn nicht alles was einfach ist, ist gut. Auch die in Freiburg übliche Taxe nach der Stückzahl ist einfach, aber versicherungstechnisch unhaltbar, weil, indem die Entschädigung nach dem Wert erfolgt, auch die Prämie gerechterweise nach dem Wert bemessen werden muss, was natürlich nicht ausschliesst, dass man für verschiedene Tier- und Wertklassen einheitliche Prämientaxen festsetzen kann. Unbillig aber ist die Einheits-taxe nach der blossen Kopffzahl.

M. Meissner, archiviste cantonal: Der an mich ergangenen Aufforderung folgend, theile ich gerne mit, was aus dem Kanton Graubünden über das vorliegende Thema zu berichten ist. Es sind dies noch keine Erfahrungen, denn erst seit Beginn des laufenden Jahres besitzen wir die obligatorische Viehversicherung. Dass dieselbe für den Kanton Graubünden, dessen Haupt-

erwerbszweig die Viehzucht ist, und in dem es fast ausschliesslich kleine Viehbesitzer giebt, von höchster Wichtigkeit ist, liegt auf der Hand. Die hohe Bedeutung der Sache wurde in der That auch schon längst erkannt, die Bestrebungen auf Errichtung einer kantonalen Viehversicherungsanstalt gehen bis auf den Anfang des Jahrhunderts zurück; allerdings fanden sie nicht allgemeinen Anklang, hingegen haben in zahlreichen Gemeinden schon seit vielen Jahrzehnten Viehversicherungskassen bestanden und prosperiert. Eine sehr erfreuliche Förderung erlitt die Frage durch die im Bundesgesetz über Förderung der Landwirtschaft durch den Bund enthaltene Zusicherung von Bundesbeiträgen an obligatorische Viehversicherungsanstalten. Unsere Regierung fand es in ihrer Pflicht, den Viehhaltern unseres Kantons durch Ausarbeitung einer Vorlage betreffend Einführung der Viehversicherung Gelegenheit zu geben, sich vor schweren Verlusten zu schützen. Der Grosse Rat nahm die Vorlage des Kleinen Rates mit wenigen Abänderungen an, und das Volk selbst stimmte dem Gesetzesvorschlag mit einer so grossen Mehrheit bei, wie nur wenigen andern Gesetzesentwürfen seit langer Zeit; dass die Einführung der obligatorischen Viehversicherung aber ein wirkliches Bedürfnis war, beweist der Umstand, dass seit Beginn dieses Jahres, mit welchem Zeitpunkt das Gesetz in Kraft getreten ist, ungefähr die Hälfte aller unserer Gemeinden Viehversicherungsgesellschaften gebildet haben.

Das Gesetz beruht auf dem sogenannten fakultativen Obligatorium; man wählte diese Grundlage, nicht weil man es nicht für wünschenswert gehalten hätte, das allgemeine Obligatorium einzuführen, sondern weil man hoffte, es dürfte der Weg der allmählichen Einführung des Obligatoriums durch die Beteiligten selbst von unten herauf am sichersten zum Ziele führen. Dass man sich damit nicht getäuscht hat, geht aus dem schon Gesagten hervor.

Von den einzelnen Bestimmungen des Gesetzes erwähne ich folgende:

Ein Viertel der ständig in einer Gemeinde wohnenden Rindviehbesitzer hat das Recht, beim Gemeindevorstand die Bildung einer Viehversicherung vorzuschlagen, resp. die Einberufung einer Versammlung aller Rindviehbesitzer in der Gemeinde zu diesem Zwecke zu verlangen; erklären sich an dieser Versammlung zwei Dritteile aller ständig in der Gemeinde wohnenden Viehbesitzer für Errichtung einer Versicherungsanstalt, so ist dieser Beschluss für sämtliche Rindviehbesitzer der Gemeinde verbindlich, und es wird mit einfacher Mehrheit eine Kommission zur Ausarbeitung der Statuten gewählt. Mit der Annahme der Statuten ist die Viehversicherungsanstalt errichtet. Zur

Auflösung der Gesellschaft ist die Zustimmung der Mehrheit aller Genossen erforderlich, wogegen für alle andern Beschlüsse die Mehrheit der bei einer Versammlung Anwesenden genügt.

Die Versicherung umfasst, mit Vorbehalt der nachfolgenden Ausnahmen, alles bleibend in der Ortschaft befindliche Rindvieh, welches den beständig in der Gemeinde, beziehungsweise in den zu einem Versicherungskreise vereinigten Gemeinden wohnhaften Rindviehbesitzern gehört, jedoch bleibend, d. h. über sechs Monate in der Gemeinde eingestellt ist. Ausgenommen sind Tiere unter vier Monaten, kranke Tiere, Handelsvieh und Tiere von über 15 Jahren. Durch Beschluss des obersten Anstaltsorganes können einzelne Viehbesitzer wegen der Schwierigkeit der Überwachung ihres Viehstandes, besonders hoher Verlustgefahr oder andern Gründen von der Versicherung dauernd oder zeitweise ausgeschlossen werden.

Der Ersatz, welchen die Anstalt nach Massgabe der Statuten für die Schäden leistet, welche Viehbesitzer durch Krankheit oder Unfall mit nachfolgendem Tod oder der notwendig gewordenen Tötung leiden, darf 80 % des Schadens nicht übersteigen.

Die von der Versicherungsgesellschaft selbst aufzustellenden, der Genehmigung des Kleinen Rates unterliegenden Statuten müssen unter andern Bestimmungen solche enthalten, welche eine möglichst richtige Einschätzung der zu versichernden Tiere und eine möglichst ausgiebige Verwendung der verwendbaren Überreste der Tiere gewährleisten, sowie genügende Vorschriften über die Führung, Ablage und Revision der Rechnung.

An die nach Massgabe dieses Gesetzes errichteten Versicherungsanstalten bezahlt der Kanton, und somit auch der Bund, Beiträge, welche 30 % der Leistungen der Mitglieder gleichkommen.

Für die Führung der Jahresrechnung und Bilanz hat das Departement des Innern ein obligatorisches Formular aufgestellt, welches den Versicherungsanstalten gratis zugestellt wird. Drei weitere Formulare, welche 1) in der Einschätzungstabelle, 2) im Viehbesitzer- und Viehstandsverzeichnis und 3) in der Verlustabrechnung bestehen, sind zwar nicht obligatorisch, doch hat das Departement es als sehr wünschenswert bezeichnet, dass in allen Anstalten die gleiche Buchführung eingeführt werde und darum die Anschaffung dieser Formulare empfohlen. In der That sind auch die meisten Versicherungsanstalten bisher diesem Wunsche gefolgt.

Welche Erfahrungen unser Kanton mit der Viehversicherung machen wird, weiss man noch nicht; persönlich hege ich die Befürchtung, dass viele Versicherungskreise zu klein sein dürften.

Gesetz
betreffend
Rindvieh-Versicherung
im
Kanton Graubünden.

§ 1.

Wenn in einer Gemeinde ein Viertel der dort ständig wohnhaften Rindviehbesitzer beim Gemeindevorstand die Bildung einer Anstalt für Viehversicherung in Vorschlag bringt, so hat derselbe:

- a. ein Verzeichnis aller ständig in der Gemeinde wohnenden Rindviehbesitzer aufzunehmen;
- b. diese Viehbesitzer unter Angabe von Zeit, Ort und Verhandlungsgegenstand zu einer Versammlung einzuladen, welche über die Errichtung einer Anstalt für Rindviehversicherung Beschluss fassen soll.

§ 2.

Die Versammlung wird vom Gemeindevorsteher eröffnet und geleitet. Der Gemeindeschreiber führt das Protokoll.

§ 3.

Wenn an dieser Versammlung zwei Dritteile aller ständig in der Gemeinde wohnenden Rindviehbesitzer für die Errichtung einer Viehversicherungsanstalt stimmen, so ist dieser Beschluss für sämtliche Rindviehbesitzer der Gemeinde verbindlich.

§ 4.

Beschwerden gegen einen derartigen Beschluss sind an die Regierung zu richten, innerhalb 8 Tagen beim Gemeindevorstand zu erklären und innert 21 Tagen zu prosequieren. Die Entscheide der Regierung sind endgültig.

§ 5.

Hat sich die erforderliche Mehrheit für die Errichtung einer Viehversicherungsanstalt ausgesprochen, so wählt die Versammlung eine Kommission zur Ausarbeitung von Statuten. Die letzteren sind einer neu einzuberufenden Versammlung sämtlicher Rindviehbesitzer zur Beratung und Beschlussfassung vorzulegen. Sowohl für die Wahl der Kommission, wie für die Beratung und Annahme der Statuten entscheidet die einfache Mehrheit der anwesenden Rindviehbesitzer.

§ 6.

Mit der Annahme der Statuten ist die Viehversicherungsanstalt errichtet. Dieselbe hat den Charakter einer öffentlich-rechtlichen Korporation. Sie kann unter ihrem eigenen Namen Rechte erwerben, Verbindlichkeiten eingehen und vor Gericht treten. (Pr. R. § 87—97).

§ 7.

Streitigkeiten zwischen den Genossen einer Viehversicherungsanstalt und den Organen derselben sind auf dem Administrativwege, nach den gleichen Formen wie Rekurse in Gemeindeangelegenheiten, zu erledigen. Die Entscheide des Kleinen Rates sind unweiterzöglich. Ebenso kommt den durch die kompetenten Anstaltsorgane erlassenen Bussurteilen in allen Beziehungen die gleiche rechtliche Behandlung zu wie den Bussurteilen der Gemeindebehörden selbst.

§ 8.

Um eine bestehende Viehversicherungsanstalt aufzulösen, ist die Zustimmung der Mehrheit sämtlicher stimmberechtigten Genossen erforderlich.

Für alle anderen Beschlüsse genügt die Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden Mitglieder.

§ 9.

Die Versicherung umfasst, mit Vorhalt der unten folgenden Ausnahmen, alles bleibend in der Ortschaft befindliche Rindvieh, welches den ständig in der Gemeinde, beziehungsweise in den zu einem Versicherungskreise vereinigten Gemeinden wohnenden Rindviehbesitzern, gehört, jedoch bleibend — über 6 Monate — in der Gemeinde eingestellt ist.

Von der Aufnahme in die Versicherung sind ausgeschlossen:

- a. Tiere unter 4 Monaten;
- b. kranke Tiere;
- c. Handelsvieh, d. h. solches Vieh, welches zum Zwecke möglichst raschen Umsatzes durch Viehhändler angekauft wurde;
- d. Tiere, welche mehr als 15 Jahre alt sind.

§ 10.

Durch Beschluss des obersten Anstaltsorganes können einzelne Viehbesitzer von der Versicherung dauernd oder zeitweise ausgeschlossen werden. Der Ausschluss kann insbesondere stattfinden wegen der Schwierigkeit der Überwachung der Viehhabe eines Viehbesitzers oder wegen des besonders hohen Grades der Verlustgefahr, welcher ein Viehbesitzer aus irgend einem Grunde, z. B. infolge schlechter Behandlung seiner Tiere, unterliegt.

Viehverluste, welche durch nachgewiesenes Verschulden des Besitzers verursacht worden sind, werden nicht entschädigt.

Im Streitfall entscheidet der Kleine Rat endgültig darüber, ob hierfür genügende Ausschlussgründe vorhanden sind oder nicht.

§ 11.

Die Versicherungsanstalt leistet den Viehbesitzern nach Massgabe der Statuten Ersatz für den Schaden, welchen sie durch Krankheit oder Unfall in Verbindung mit dem nachfolgenden Tod oder der notwendig gewordenen Tötung, sowie durch Umstehen versicherter Tiere erleiden.

Der Ersatz darf 80 % des wirklichen Schadens nicht übersteigen. Von der Versicherung ausgenommen sind Schäden, für die gemäss Art. 17, 18, 19 und 20 des Bundesgesetzes über polizeiliche Massregeln gegen Viehseuchen vom 8. Februar 1872 vom Bund und den Kantonen Ersatz geleistet werden muss (Rinderpest und Lungenseuche).

§ 12.

Die Aufstellung der Statuten ist Sache der Versicherungsanstalten. Immerhin müssen dabei folgende Weisungen beobachtet werden:

Form. I. (Einschätzungsliste.)

Name und Wohnort des Viehbesitzers: **M. Grass,**

N ^o der Tiere	Name des Tieres	Alter bei der I. Ein- schätzung Jahre	Äussere Kennzeichen der Tiere
			Farbe, Abzeichen, Ohrmarken, Hornbrand, Prämien- oder Genossenschaftszeichen
1	Jola	6 ¹ / ₄	hellbraun, weisse Schwanzquaste
2	Gemslì	5	braun, Hornbrand K. G.
3	Muna	3	dunkelbraun, kl. Stern

- a. die Statuten dürfen nichts vorschreiben, was diesem Gesetze entgegensteht;
- b. sie müssen Bestimmungen enthalten, welche eine möglichst richtige Einschätzung der zur Versicherung gelangenden Tiere und
- c. eine möglichst ausgiebige Verwertung der verwendbaren Überreste der Tiere, für welche Entschädigung bezahlt werden muss, gewährleisten;
- d. sie haben Verbote und Bussbestimmungen aufzustellen gegen solche, die ihr Rindvieh anderweitig versichern, und solche, die Krankheiten, mit welchen ihre Tiere behaftet sind, verheimlichen;
- e. sie haben genügende Vorschriften über die Führung, Ablage und Revision der Rechnung zu enthalten.

§ 13.

Die Statuten sind der Genehmigung des Kleinen Rates zu unterbreiten. Ebenso muss die Buchführung und die Jahresrechnung dem Kleinen Rate zur Prüfung und Genehmigung vorgelegt werden.

§ 14.

An die nach Massgabe dieses Gesetzes errichteten Versicherungsanstalten bezahlt der Kanton Beiträge, welche 30 % der Leistungen der Mitglieder (Prämien) gleichkommen. Dieselben werden nach Genehmigung der betreffenden Jahresrechnungen durch den Kleinen Rat ausgerichtet.

§ 15.

Dieses Gesetz tritt mit Neujahr 1898 in Kraft.

Form. II. (Viehbesitzer- und Viehstands-Verzeichnis.)

Viehversicherungsanstalt: **Klosters-Serneus.**

Ein- schätzungs- Folio	Name und Wohnort der Viehbesitzer	Anzahl der Tiere	Schatzungs- Summe	Prä- mien- satz	Versicherungs-Prämie				Bemerkungen
					Betrag		Zahlung		
			in Franken	%	Fr.	Rp.	Fr.	Rp.	
Bei zweimaliger Schätzung und verschiedenem Prämienansatz:									
1.	M. Grass, Klosters Platz I	3	1900	0.5	9	50			
	" " II	3	2000	0.5	10	—			
2.	J. Mattli, Dörfli I	5	2500	0.5	12	50			
	" " II	5	2700	0.55	14	85			
Bei zweimaliger Schätzung und 1 Prämienansatz:									
1.	M. Grass, Klosters Platz I	3	1900						
	" " II	3	2000						
	Durchschnitt		1950	1	19	50			
2.	J. Mattli, Dörfli I	5	2500						
	" " II	5	2700						
	Durchschnitt		2600	1	26	—			

Klosters-Serneus-Platz.

Einschätzung 189				Einschätzung 189				Einschätzung 19				Einschätzung 19			
I.	II.	III.	IV.	I.	II.	III.	IV.	I.	II.	III.	IV.	I.	II.	III.	IV.
den 1ten	den 1ten	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den	den
Mai	Nov.														
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
500															
800															
600															
1900															

An Tit. Viehversicherungsanstalt

Tit.!

Die Formulare für die Buchführung der Viehversicherungsanstalten, bestehend:

1. in der Einschätzungstabelle oder Liste,
2. im Viehbesitzer- und Viehstandsverzeichnis und
3. in der Verlustabrechnung,

sind festgestellt.

Wir übermachen Ihnen je ein Muster dieser Formulare ausgefüllt und machen dabei folgende Bemerkungen:

Ad Formular I. Diese Liste ist für mehrere Jahre und für viermalige jährliche Schätzung eingerichtet. Für die mehrere Jahre in der Versicherung bleibenden Tiere müssen dann bei späteren Schätzungen nicht mehr alle Angaben, sondern nur die neue Schätzungssumme eingetragen werden. Die früheren Schätzungen geben der Kommission gute Anhaltspunkte. Jedem Viehbesitzer wird ein Blatt reserviert, grösseren 2 bis 3 Blätter. Die abgehenden Tiere werden einfach gestrichen, neu aufgenommene nachgetragen.

Ungefähr 60 solcher Formulare werden zu einem Buch gebunden, das für ungefähr 120 Viehbesitzer und für mehrere Jahre dienen kann. Jedem Viehbesitzer wird ein loser Bogen überlassen, aus welchem er zu jeder Zeit entnehmen kann, wie hoch seine Tiere geschätzt sind. Er dient auch als Kontrolle.

Ad Formular II. Dieses Formular wird zur summarischen Eintragung der Viehstücke, des Schätzungskapitals und des Gesamtprämienbeitrages der einzelnen Viehbesitzer verwendet.

Es ist notwendig, dass jedes Jahr ein neues Verzeichnis angelegt wird. 10 Bogen in einem Heft vereinigt, genügen für eine grössere Versicherung für mehrere Jahre.

Ad Formular III. Die Verlustrechnung ist so eingerichtet, dass dem Kassier ein Talon und dem Vieheigentümer ein Blatt, worauf die Abrechnung in allen Détails aufgeführt ist, verbleibt. Es dient dieses Formular auch als Empfangsbescheinigung.

Zu diesen Büchern gehört noch ein Partienbuch und ein Kassabuch.

Das erste Formular kostet pro Bogen		3.6 Cts.
„ zweite „ „ „ „		5 „
„ dritte „ „ „ „		4.5 „

Diese Formulare in Büchern, für den Gebrauch einer Anstalt für ungefähr 10 Jahre, gebunden, und die nötigen fliegenden Blätter samt einem Partien- und Kassabuche kosten nach einer uns von der Buchdruckerei Sprecher & Valer gemachten Offerte ungefähr 18 Fr.

Wir sprechen hierbei die Ansicht aus, dass es sehr wünschenswert ist, in allen Anstalten die gleiche Buchführung zu haben und empfehlen Ihnen deshalb die Anschaffung dieser Bücher.

Das obligatorische Formular zur Führung der Jahresrechnung und Bilanz werden wir Ihnen gratis zustellen.

Chur, 7. März 1898.

Das Departement des Innern:

F. Peterelli.

Versicherungsanstalt: *Klosters-Serneus.*

Verlustrechnung

für den Schadenfall Nr. 1 vom 10. Juni 1898.

Eigentümer des betreffenden Tieres: *M. Grass, Platz*

Bezeichnung des Tieres: Gattung: *Kuh*; Kontr.-Nr.: *2.*

Bezeichnung der Krankheit: *Kalbfeieber, Notschlachtung.*

Befund des Fleischschauers über den Zustand des
Fleisches: *bedingt bankmässig*

Art der Fleischverwertung: *öffentlicher Verkauf in
einem Lokal.*

A. Schätzungssumme.	Fr.	Rp.	Fr.	Rp.
a. Letztmalige Schätzung des gesunden Tieres (am 1. Mai 1898)			800	—
B. Erlös bei der Verwertung.				
a. Haut . . . 30 Kg. à 55 Rp.	16	50		
b. Unschlitt . . 15 Kg. à 80 Rp.				
c. Kopf, Eingeweide etc.: verkauft Kg. à . . Rp.	10	—		
d. Fleisch: verkauft 250 Kg. à 80 Rp.	200	—		
Gesamterlös			226	50
C. Schaden			573	50
Gleich der Schätzungssumme			800	—
D. Abrechnung.				
a. Erlös aus den verwertbaren Teilen zu Handen des Versicherten	226	50		
b. Vergütung aus der Kasse (80 % des Schadens) zu Handen des Versicherten	458	80		
c. Vom Versicherten zu tragen (20 % des Schadens)			114	70
Gleich der Schätzungssumme			800	—
<i>Klosters, den 12. Juni 1898.</i>				
Der Kassier:			<i>Hew.</i>	
Den Empfang des Betrages von Fr. 458. 80 bescheinigt			Der Eigentümer:	
			<i>M. Grass.</i>	

Versicherungsanstalt: *Klosters-Serneus.*

Verlustrechnung

für den Schadenfall Nr. 1 vom 10. Juni 1898.

Eigentümer des betreffenden Tieres: *M. Grass, Platz.*

Bezeichnung des Tieres: Gattung: *Kuh*; Kontr.-Nr.: *2.*

Bezeichnung der Krankheit: *) *Kalbfeieber, Notschlachtung.*

Befund des Fleischschauers über den Zustand des Fleisches:
bedingt Bankmässig

Art der Fleischverwertung: *öffentlicher Verkauf in einem Lokal.*

A. Schätzungssumme.		Fr.	Rp.	Fr.	Rp.
a. Letztmalige Schätzung des gesunden Tieres (am 1. Mai 1898)				800	—
B. Erlös bei der Verwertung.					
a. Haut	30 Kg. à 55 Rp.	16	50		
b. Unschlitt	15 „ à 80 „	12	—		
c. Kopf, Eingeweide etc.:					
	verkauft „ à „				
d. Fleisch:	verkauft 250 „ à 80 „	200	—		
Gesamterlös				226	50
C. Schaden				573	50
Gleich der Schätzungssumme				800	—
D. Abrechnung.					
a. Erlös aus den verwertbaren Teilen zu Handen des Versicherten		226	50		
b. Vergütung aus der Kasse (80 % des Scha- dens) zu Handen des Versicherten		458	80		
c. Vom Versicherten zu tragen (20 % des Schadens)				114	70
Gleich der Schätzungssumme				800	—

Klosters, den 12. Juni 1898.

Der Kassier:
Hew.

Den Empfang des Betrages von Fr. 458. 80 bescheinigt

Der Eigentümer:
M. Grass.

 *) Die Krankheit muss *genau bezeichnet* werden; allgemeine Bemerkungen: „Altersschwäche“, „Entzündung“, „Fieber“ sind unstatthaft. Bei *Unfällen* irgendwelcher Art ist auf der Rückseite der Verlustrechnung eine *bezügliche Berichterstattung* anzubringen, verbunden mit der Angabe darüber, ob dem Eigentümer diesfalls ein Verschulden zur Last gelegt werden kann.

Jahresrechnung und Bilanz der Viehversicherungs-Genossenschaft pro 1897.

Datum		Beleg-Nr.	Fr.	Rp.	Fr.	Rp.	Fr.	Rp.
1897								
1. Januar								
	I. Eingangsbilanz.							
	Vermögensbestand:							
	A. Aktiva.							
	1 Sparheft der Graubündner Kantonalbank Nr. 3745						500	—
	Barschaft laut Kassabuch						323	—
	B. Passiva.							
	Reserve für einen streitigen Entschädigungsfall						823	—
							86	—
	Reines Vermögen						737	—
	II. Betriebsrechnung.							
	A. Einnahmen.							
	1. Zinse.							
31. Dezember	Kapitalisierter Zins des Sparheftes		16	25	16	25		
	2. Bundes- und Kantonsbeiträge.							
31. Dezember	Bundesbeitrag laut Abrechnung	1	150	—				
31. Dezember	Kantonsbeitrag	2	150	—	300	—		
	3. Beiträge der Mitglieder.							
Juni—Dezember	Ordentlicher Beitrag 1 % ab 50,000 Fr.							
	Versicherungskapital	3	500	—	500	—		
	4. Verwertung der Tierüberreste.							
31. Juli	1 Kuh von Fischer, A., laut Rechnung	4	90	—				
15. Oktober	1 Mäse von Meier, Chr., laut Rechnung	5	68	—				
1. November	1 Jährling von Müller, Fr., laut Rechnung	6	30	—	188	—		
	5. Bussen.							
5. Oktober	1 Bussungsfall	7	2	—	2	—		
	6. Zufälliges.							
7. Februar	Eingang einer früher bereits als verloren betrachteten Forderung .	8	23	—	23	—		
	Summe der Betriebseinnahmen				1029	25		
	B. Betriebsausgaben.							
	1. Schadenvergütungen.							
18. Juni	Schmid, Hans 80 % vom Schätzungswert	9	140	—				
31. Juli	Fischer, Andreas 80 % „ „	10	363	—				
15. Oktober	Meier, Chr. 80 % „ „	11	152	—				
1. November	Müller, Fritz 80 % „ „	12	91	—	746	—		
	2. Tierarzt.							
31. Dezember	Rechnung des Tierarztes Tobler	13	22	—	22	—		
	3. Verwaltung.							
	<i>Vorstand.</i>							
31. Dezember	Präsident-Gehalt	14	10	—				
	Kassier- „	15	20	—				
	Aktuar- „	16	10	—	40	—		
	4. Einschätzungen.							
5. Januar	Schätzer Fischer, 9 Tage à Fr. 3. —	17	27	—				
5. Januar	„ Meier, 7 „ à „ 3. —	18	21	—				
5. Januar	„ Braun, 5 „ à „ 3. —	19	15	—	63	—		
	5. Druckkosten, Schreibmaterial etc.							
7. Mai	Buchbinder Braun laut Rechnung	20	21	—				
8. Juni	Drucker Schädler „ „	21	10	—				
31. Dezember	Porti und Inserate laut Kassabuch	22	4	15	35	15		
	6. Zufälliges.							
	Summe der Betriebsausgaben				906	15		
	Übertrag						737	—

Datum		Beleg-Nr.	Fr.	Rp.	Fr.	Rp.	Fr.	Rp.
	Abschluss der Betriebsrechnung.	Übertrag					737	—
	Einnahmen		1029	25				
	Ausgaben		906	15				
	Überschuss oder Vermögensvermehrung						123	10
	Reines Vermögen auf Ende 1897						860	10
	Vermögensbestand.							
	A. Aktiva.							
	Sparheft der Graubündner Kantonalbank inkl. Zins						516	25
	Barschaft laut Kassabuch						429	85
	B. Passiva.						946	10
	Reserve für einen streitigen Entschädigungsfall						86	—
	Reines Vermögen wie oben						860	10

M. Hänggi, conseiller d'Etat: Es ist nicht das erste Mal, dass in unserer Mitte über dieses Thema gesprochen wird. Diejenigen von Ihnen, die der Konferenz in Zürich im Jahr 1894 beigewohnt haben, werden sich noch der gewalteten interessanten Diskussion erinnern. Seither ist nun auch in Solothurn das Gesetz über die Viehversicherung zur Ausführung gelangt (10. Dezember 1894), und Sie wollen mir gestatten, Ihnen ganz kurz die Grundlagen desselben klarzulegen.

Unsere Viehversicherung beruht auf Gegenseitigkeit und ist obligatorisch. Sie umfasst die Tiere des Rindviehgeschlechtes im Alter von über sechs Monaten; auch Ziegen können auf Verlangen des Besitzers in die Viehversicherung aufgenommen werden. Auch die Weideviehware und die Ausstellungssviehware ist bei uns versichert. Von der Versicherung sind dagegen ausgeschlossen:

1. Im Kanton eingestelltes Vieh auswärtiger Eigentümer.
2. Das von auswärts in den Kanton eingeführte Schlachtvieh der Händler und Metzger.

Die Prämie für jedes Stück beträgt 50 Cts. jährlich, diejenige für Ziegen 5 Cts. Das Recht auf Entschädigung tritt ein, wenn der Genuss des Fleisches eines versicherten Tieres beim Abschachten oder beim Umstehen, geschehe das letztere infolge Unfalls oder aus andern Ursachen, aus sanitätspolizeilichen Gründen verboten werden muss.

Eine Entschädigung für Viehverlust findet nicht statt:

1. Bei Unfällen infolge Brandschaden oder Blitzschlag.
2. Wenn dem Eigentümer an der Krankheit oder dem Unfälle des umgestandenen Tieres grobes Verschulden zur Last fällt.

Zur Ermittlung des Schadens ist der Schlachtwert des Tieres massgebend; für Fleischteile eines Tieres,

welche zum Genusse als zulässig erklärt werden, ist der entsprechende Wert von der Entschädigung in Abzug zu bringen.

Die Untersuchung der Tierleichen ist durch einen patentierten Tierarzt vorzunehmen, unter Beiziehung des Viehinspektors der betreffenden Gemeinde. Das Fleisch ist durch dieselben in den Vierteln zu wägen, unter Zuschlag von 10 % für den sog. Einsiegel. Für die Haut bleibt im Beseitigungsfalle besondere Entschädigung vorbehalten. Gestützt auf das tierärztliche Gutachten entscheidet der Regierungsrat endgültig über den Entschädigungsanspruch.

Die Zählung der Viehstände, sowie der Bezug der Versicherungsbeiträge findet jeweilen im Monat Mai jeden Jahres nach Anordnung der Ammannämter auf Kosten der Einwohnergemeinden statt.

Die Viehversicherungskasse wird gebildet aus dem Kapitalbestand der früheren Viehversicherungskasse; ausserdem werden ihr folgende Einnahmen zugewiesen:

1. Die von den Versicherten zu bezahlenden jährlichen Prämien.
2. Ein jährlicher Beitrag des Staates von Fr. 2000.
3. Der Ertrag der Viehgesundheitscheine, nebst den Strafgeldern.
4. Die Beiträge des Bundes.

Eine Ungerechtigkeit liegt allerdings darin, dass bei uns die minderwertige Ware gleich hoch entschädigt wird wie die andere. Wenn ich auch der Darstellung des Herrn Prof. Hess in mathematischer Beziehung recht geben muss, so finde ich solche dennoch im Kanton Solothurn kaum durchführbar, und muss ich daher unserm System, das sich bis jetzt gut bewährt hat, den Vorzug einräumen.

M. Rubattel, député, estime ce groupement de communes beaucoup trop compliqué. Il ne sera pas facile de trouver toujours des personnes parfaitement qualifiées pour composer les commissions de ces communes, lesquelles ne consentiront pas non plus à travailler gratuitement. Avec un pareil système, la prime d'assurance en sera augmentée. Puis il faudra organiser 400 comptabilités distinctes, qui devront dans le plus bref délai être examinées par l'office central, ce qui est irréalisable. Il pense de même que l'assurance obligatoire devra prévoir et fixer différentes classes de risques, afin que les propriétaires soient aussi stimulés à avoir soin de leurs bestiaux, car la tuberculose, en ce qui concerne l'espèce bovine, ne dépend que trop d'un affouragement insuffisant et de conditions défectueuses de stabulation.

M. Brändli, médecin-vétérinaire cantonal: Der Kanton St. Gallen hat ein vom Grossen Rate angenommenes Gesetz über obligatorische Viehversicherung am 28. Juni 1896 mit 17,545 gegen 16,314 Stimmen verworfen. Das verworfene Gesetz besass folgende fundamentale Prinzipien:

1. Obligatorium für den ganzen Kanton unter Leitung des Landwirtschafts-Departements und der Oberaufsicht des Regierungsrates.
2. Die Versicherung geschieht, indem in jeder Gemeinde, da wo nicht schon Verbände bestehen, solche errichtet werden. Je nach den örtlichen Verhältnissen können in einer Gemeinde mehrere Verbände erstellt, oder es können mehrere Gemeinden zu einem Verbands vereinigt werden.
3. Der Fortbestand der bestehenden Verbände und ihrer Fonds bleiben gesichert. Neueintretende können durch Verständigung Mitglieder und Nutzniesser werden. Jede Gesellschaft soll mindestens 250 versicherte Tiere aufweisen. Neubildungen oder Bestandesänderungen können nur im Einverständnis des Departements stattfinden. Ebenso unterliegen die Statuten der Genehmigung des Departements.
4. Alle über 6 Monate alten Tiere des Rindviehgeschlechtes müssen versichert werden. Ersatz für den Schaden wird geleistet, wenn durch Unfall, Krankheit, Notschlachtung etc., Schädigung durch Tod eintritt. Selbstverschuldung hat Ausschluss zur Folge. Handels- oder Stallvieh kann ebenfalls in die Versicherung aufgenommen werden (den Vereinen anheimgestellt). Alpvieh bleibt unter gewissen Vereinbarungen versichert. Verluste durch Seuchenfälle sind ausgeschlossen, soweit hierfür die kantonale Seuchenkasse einzutreten hat. Verluste durch Feuer und Blitz werden

extra vom Staate getragen, wofür letzterer sich kollektiv rückversichern kann.

5. Der Kanton leistet den Gesellschaften jährlich Fr. 30,000 aus dem Seuchenfonds, Fr. 20,000 aus der allgemeinen Rechnung, Fr. 50,000, die der Bund giebt. Es ist entweder jährlich einmalige Werteinschätzung oder Selbsttaxation durch die Viehbesitzer vorgesehen. Die Leistungen der Gesellschaften dürfen nicht höher wie zu 80 % entschädigt werden. Männliche Tiere können zu Fr. 1000, weibliche zu Fr. 700 Maximum eingeschätzt werden.
6. Zur Unterstützung von freiwilligen Versicherungsgesellschaften für Tiere des Pferde-, Schweine-, Schaf- oder Ziegengeschlechtes wird ein Jahresbeitrag durch das Budget gewährt.

Zum Gesetze waren Vollzugsbestimmungen vorgesehen.

Über das Schicksal des Gesetzes war man allgemein erstaunt; heute wünschen die Viehbesitzer wieder ein Gesetz; ohne Zweifel wird diesen Herbst schon der Grosse Rat einen bezüglichlichen Beschluss fassen. Die Grundlagen werden ungefähr dieselben bleiben, dagegen wird man es vielleicht den Gemeinden überlassen müssen, die obligatorische Versicherung einzuführen oder nicht.

Bezüglich der in der Versammlung der Statistiker aufgestellten Forderungen noch kurz folgendes:

1. Wir werden im Kanton St. Gallen absehen müssen von der Einbeziehung der Viehinspektoren in die Verbandsleitung und zur Übernahme der Kontrolle. Wir persönlich wären dafür, aber unsere Viehbesitzer wittern etwas Bürokratie und Einmischung; sie wollen deshalb die Viehinspektoren nicht im Vorstand.
2. Absolut unverständlich und unannehmbar wäre für uns die Vermischung der Versicherung mit den Bestrebungen der Viehzuchtgenossenschaften, wie dies von Freiburg aus vorgeschlagen wird.

Der Kanton St. Gallen und die dazu berufenen Organe werden nicht ruhen, bis die obligatorische Rindviehversicherung geschaffen ist, weil heute bloss etwa die Hälfte des ganzen Bestandes in den freiwilligen Vereinen versichert ist.

M. le Dr L. Guillaume désire qu'avant de clore la discussion, les vœux exprimés par les rapporteurs fassent l'objet d'une résolution à soumettre au vote de l'assemblée. Comme l'heure est avancée, il se borne à formuler et à proposer cette résolution en ces termes:

„L'assemblée des statisticiens et des membres de la société suisse de statistique émet le vœu que, dans

le but d'obtenir des données comparables, les cantons qui introduiront l'assurance du bétail, adoptent pour cette branche d'administration une comptabilité et des formulaires uniformes."

„Die Versammlung der amtlichen schweizerischen Statistiker und der schweizerischen statistischen Gesellschaft spricht den Wunsch aus, dass sämtliche Kantone, welche die Viehversicherung einführen, für dieselbe auch eine einheitliche Buchhaltung vorschreiben möchten, um hierdurch zu ermöglichen, dass über die Erfolge der Viehversicherung vergleichbare Ergebnisse festgestellt werden können."

Vu l'heure avancée, la séance est interrompue à midi, afin de permettre aux sociétaires d'assister, à l'Ecole de chimie et de physique, à une conférence du plus haut intérêt de M. le Dr Morax sur les *conditions démographiques* du canton de Vaud. M. le professeur Dr Dufour a bien voulu prêter son concours en illustrant l'exposé du conférencier par une série de tableaux graphiques, rendus plus frappants encore à l'aide de projections lumineuses. L'assistance a vivement applaudi M. le Dr Morax pour sa conférence, à la fois spirituelle et fort intéressante. Nous espérons bien qu'elle sera publiée.

La plus franche gaieté n'a cessé de régner au banquet, servi au Casino-théâtre. M. le professeur Maillefer a choisi ce moment pour remettre à chacun des convives, en souvenir de la circonstance, l'intéressante notice qu'il avait préparée sur *Jean-Louis Muret*. Cette plaquette contient à sa première page un portrait excellent du savant statisticien vaudois.

M. le vice-président Dr Kummer porte la santé du Conseil d'Etat du canton de Vaud, qui voue un si grand intérêt aux travaux de la science démographique et statistique.

M. le conseiller d'Etat Viquerat, président de l'assemblée, répondant à M. Kummer prononce les paroles les plus sympathiques. Il constate avec joie que, depuis les travaux de Muret, la statistique s'est étonnamment développée, non seulement dans le canton de Vaud, mais dans toute la Suisse. C'est là un fait d'autant plus réjouissant que, pendant longtemps, cette branche des sciences sociales a été négligée et pour ainsi dire méconnue par le peuple. Il boit à la santé de ceux des membres de la société de statistique au zèle intelligent et à l'inébranlable persévérance desquels la Suisse est redevable des beaux résultats obtenus dans le champ de la statistique.

A 3 heures 10 min., un train spécial amène les sociétaires et invités à Vevey pour y visiter l'importante usine Henri Nestlé, qui livre annuellement au commerce 3 millions de boîtes de farine lactée et 30 millions de boîtes de lait condensé. Cette maison recueille chaque jour, dans 250 localités du canton de Vaud, le lait de 15,000 vaches, c'est-à-dire la quantité étonnante de 120,000 litres. Il s'expédie par jour, en moyenne, 100,000 boîtes à destination de tous les pays du monde.

MM. les propriétaires de l'usine, avec les employés supérieurs, se mettent de la façon la plus aimable à la tête des différents groupes et les initient aux nombreuses manipulations et opérations qui se succèdent depuis le lait qui entre à l'usine jusqu'à la boîte scellée et étiquetée avec le plus grand soin qui en sort. Et dire que la fabrique de Vevey possède en outre les importantes usines succursales de Bercher et de Payerne! C'est avec le plus grand intérêt qu'on parcourt le vaste établissement dans toutes ses parties, et avec sympathie aussi que l'on voit à l'œuvre les nombreux employés et en particulier tout un contingent de belles jeunes Vaudoises à l'air propre et heureux. MM. les propriétaires couronnent leur bienveillance en offrant aux visiteurs un souvenir charmant. Qu'ils reçoivent encore aujourd'hui, au nom de tous, nos chaleureux remerciements!

De là on se rend à l'Ecole cantonale de viticulture et d'arboriculture de Praz, au-dessus de Vevey. Encore ici, on s'est senti dans cette atmosphère vaudoise toute faite de cordialité. Après une reconnaissance préalable des belles plantations de l'établissement, sous la conduite de son directeur, M. H. Blanc, et de ses élèves, les visiteurs sont entrés dans la maison et ont goûté le généreux crû vaudois. L'aimable directrice, M^{me} Blanc, et ses deux demoiselles, en costume national, ont offert aux membres de la société et invités un bouquet de fleurs et un très intéressant écrit de M. le prof. Rey, intitulé: „Les Vins de la Ville de Vevey.“ M. le Directeur Dufour de Lausanne fit ensuite une charmante causerie, transformant en données statistiques le labeur des vigneron et démontrant quelle somme énorme de sueurs et de peines nécessitent les travaux viticoles jusqu'à ce qu'on ait logé dans les caves vaudoises les 500 millions de verres de vin en récolte moyenne. M. Jomini, syndic de Vevey, souhaite une cordiale bienvenue à la société de statistique et l'invite à visiter les caves de l'hôpital, pour y déguster encore quelques-uns de ces 500 millions de verres de vin. MM. Gilliéron-Duboux et de Steiger remercient de l'accueil si aimable fait aux congressistes à Vevey, après quoi l'on se rend au lieu de l'invitation pour s'y arrêter quelques instants. Ces caves de l'hôpital, situées au centre de la ville, se distinguent par une minutieuse propreté, par de magni-

fiques vases ou „lègres“ d'une contenance de plus de 20,000 litres. On peut loger dans l'ensemble de ces tonneaux près de 300,000 litres. On remarque encore des bouteillers avec collections de vins des meilleures années, à partir de 1807.

M. le Dr **Guillaume** remet à M. le syndic la plaquette sur Muret, l'ancien doyen de Vevey, et y rattache le vœu qu'il soit élevé un jour dans cette ville un monument durable à la mémoire de ce patron de la statistique. Les belles paroles prononcées à l'Ecole d'agriculture par M. Dufour nous sont allées au cœur, à tous; oui, certes, la culture du vignoble vaudois requiert une somme énorme de labeur et de fatigues; mais il est une chose que l'orateur a oublié de nous dire et que la statistique est impuissante à consigner dans ses tableaux, se sont les millions d'idées généreuses et de sentiments patriotiques que font naître les 500 millions de verres de vin vaudois.

C'est pénétrée de reconnaissance pour la touchante réception de la charmante ville de Vevey que la société de statistique a pris congé à 7¹/₂ heures de ses aimables hôtes pour rentrer à Lausanne.

Séance du 8 novembre 1898

à la salle du Grand Conseil.

Présidence: M. **Viquerat**, vice-président du Conseil d'Etat.

La séance est ouverte à 8³/₄ heures.

M. le **Président** donne connaissance de la lettre suivante de M. le comm. Luigi Bodio, à Rome, membre honoraire de la société suisse de statistique, qui lui est parvenue hier dans la soirée:

Rome, le 2 novembre 1898.

Monsieur le Président,

Vous m'avez fait l'honneur de m'inviter à prendre part au congrès des statisticiens suisses à Lausanne. Je regrette que mes occupations en ces jours-ci ne me permettent pas d'assister à votre réunion.

J'ai vu le programme de vos débats, très intéressant et varié.

J'ai toujours admiré en Suisse la collaboration féconde de la statistique officielle avec la science libre. A côté des dénombrements faits par l'Administration, les enquêtes privées, la critique approfondie, le commentaire utile, souvent le rôle d'éclaireur exercé par les particuliers et les sociétés savantes.

Vous allez célébrer, messieurs, le centenaire de la mort de Jean Muret; l'homme de bien infatigable; esprit vaste et multiple, il porta ses investigations dans des directions très diverses; il eut des clartés sur les mathématiques et sur la botanique et s'occupa tour à tour d'érudition biblique et de philologie orientale ainsi que du droit et des questions sociales. Il a été en correspondance avec plusieurs savants célèbres, tel que Haller et Necker, et s'il n'avait pas été confiné par le sort dans ce coin gracieux de la Suisse qui l'a vu naître, il aurait pu marquer sa place dans l'histoire comme homme d'Etat.

Dans le domaine de la statistique, il étudia les problèmes de la population, de la cherté des grains, de la production et du commerce des blés, de l'émigration qui dépeuplait certains cantons de la Suisse. Dans un temps où il était dangereux de discuter les actes des gouvernements il donne des conseils positifs et précis pour l'amélioration de l'hygiène publique et privée, la diffusion de l'enseignement élémentaire et professionnel, l'éducation morale et religieuse.

J'ai eu l'occasion de parcourir, grâce à l'obligeance de mon collègue et ami, le Dr Guillaume, l'ouvrage de M. Muret sur la population du pays de Vaud. L'auteur essaye de dresser la table de la population par âge et les tables de survie de son pays, s'appuyant sur les travaux de Kerseboom, de Simpson, de Halley, de Süssmilch, de Wargentin, de ces nobles intelligences dont il avait la forte envergure. Malheureusement les éléments lui faisaient défaut pour des constructions solides; il devait souvent invoquer l'hypothèse et s'aider de la conjecture. Néanmoins, dans la mise en œuvre des matériaux et dans les conclusions qu'il en déduit, il procède toujours avec prudence et un bon sens pratique qui l'empêchent de s'égarer; il plane d'une vue sûre sur la variété des accidents et des détails.

Ce qui est surtout remarquable chez le philosophe de Vevey, c'est la conception scientifique des faits démographiques et sociaux. La Providence y est rappelée seulement pour indiquer la constance des lois qu'elle a données à l'univers, et dont les phénomènes sont le produit nécessaire. C'est une science toute laïque.

Il faut combattre la dépopulation, dit-il, qui est le produit de l'émigration trop nombreuse pour causes de commerce ou de service militaire à l'étranger. L'accroissement de la population des villes se fait au préjudice de l'agriculture; le luxe, la débauche, l'ivrognerie sont flétris par votre doux pasteur, qui ne recule même pas lorsqu'il doit dénoncer, dans un langage quelque peu ingénu, le cas, qui n'est pas rare, de la femme âgée qui devient éprise d'un jeune homme, et se fait épouser par lui, et qu'ensuite le gaillard, après avoir croqué à la vieille son magot, s'en va prendre du